

Parcs industriels : comment l'Éthiopie se prépare à être l'usine du monde

Source : Le Point Afrique

Date : 26/09/2016

La barre est haute, mais l'Éthiopie aime afficher des objectifs babyloniens. D'ici à 2025, Addis Abeba entend devenir le premier bâtisseur de parcs industriels sur le continent. Aujourd'hui, le secteur manufacturier représente 5 % du PIB. Il devra atteindre 20 à 25 % d'ici dix ans. Pour mener une telle mission, l'État a créé il y a plus d'un an une cellule spéciale : la Corporation pour le développement des parcs industriels (IPDC). Dans son bureau du troisième étage, Sisay Gemechu, le président de l'institution, observe les plans de ces futurs hubs affichés au mur. « La Tunisie, le Maroc et même l'Égypte sont déjà très forts. Mais notre but, c'est qu'en neuf ans on fasse mieux. Et on va les battre. »

Pour être compétitive face au trio du Maghreb, l'Éthiopie est prête à tous les sacrifices pour attirer les investisseurs étrangers. Car elle en a drastiquement besoin. Parfois surnommée « la future usine du monde », l'Éthiopie vit en réalité aujourd'hui de l'agriculture, qui représente la moitié de son PIB. « 80 % de nos exportations sont des matières premières, regrette Sisay Gemechu, qui cite le café, le sésame et les haricots, dans le top 3 des ventes à l'étranger. En 2016, ce n'est plus acceptable. Si nous transformons sur place notre coton et notre cuir, nous obtenons alors de la valeur ajoutée. »

Des usines à un dollar du mètre carré

Mais séduire les géants de l'industrie de l'habillement n'est pas si aisé. Sisay Gemechu le reconnaît : « Il faut d'abord pour l'investisseur trouver un terrain. Ensuite, l'équiper en infrastructures : les réseaux électriques et d'eau, l'accès aux routes, les télécoms, etc. Il faut obtenir les permis délivrés par diverses agences publiques, rien que cela prend entre deux à trois ans. Notre travail, grâce à ces parcs industriels, est de simplifier tous ces processus et de réduire les coûts. »

L'Éthiopie construit actuellement une douzaine de parcs industriels disséminés dans les villes principales. Certains sont déjà opérationnels, comme Bole Lemi, en banlieue d'Addis Abeba, dont la première phase est déjà finalisée. Sur 156 hectares s'étalent les 20 mêmes hangars blanchâtres parfaitement alignés. Shints, Arvind... Les noms de ces entreprises – dix au total et uniquement asiatiques – y sont placardés en devanture. Salomon Simunegus, le directeur général du site, connaît tous les patrons ici. « Ces usines préfabriquées n'ont coûté à l'investisseur qu'un dollar du mètre carré. Toutes les infrastructures sont déjà sur place. Et leurs importations de matériel, que ce soit le tissu, le cuir, même les fermetures éclair, ne sont pas taxées. » Ce à quoi il faut ajouter dix ans d'exemption fiscale sur le revenu.

En guise d'argument incitatif, une politique fiscale imbattable

Les compagnies y gagnent depuis les deux bouts de la chaîne. Une politique fiscale imbattable sur le sol éthiopien. Et des avantages dans le pays de livraison. L'Éthiopie fait partie de ces États africains bénéficiaires des accords de l'Agoa, African Growth and Opportunity Act. Cette loi américaine, adoptée en 2000, rend non imposables les marchandises produites par ces partenaires et vendues sur le sol américain. N'en font partie ni le Maroc, ni la Tunisie, ni l'Égypte. Or, comme l'explique Salomon Simunegus, « la majorité des entreprises basés à Bole Lemi exporte vers les États-Unis, pour des marques comme Tesco, H&M, PVH (qui elle-même fournit Calvin Klein ou Tommy Hilfiger, NDLR) ».

Or, du côté des entreprises, la politique du « tax free » n'est pas le premier argument qui a séduit. Rajarshi Dutta est le directeur pays de la compagnie indienne Arvind qui, pour la première fois, a installé ses lignes de production à l'étranger. « Si nous étions une usine isolée, dès qu'une cargaison arrive, il faut aller aux douanes de Kality (banlieue d'Addis Abeba, NDLR), tout ça est une telle perte de temps ! Ici, avec le bureau des douanes sur place, les conteneurs arrivent directement dans le parc, les douaniers viennent, inspectent puis délivrent la marchandise. » Économie de temps rime avec réduction des coûts. L'industriel indien relève aussi que, « dans le monde de l'habillement, les entreprises rencontrent des problèmes similaires. Donc, quand vous êtes dans un parc, c'est facile de s'unir pour tenter de résoudre d'éventuels problèmes avec les autorités locales ».

Priorité emploi, mais...

À la Commission éthiopienne pour l'investissement, on avance un argument phare aux airs de réclame télévisuelle : « Une main-d'œuvre abondante, à un coût cinq fois plus faible qu'en Chine, moitié moins cher qu'au Vietnam. » Mais Rajarshi Dutta, qui emploie près de 900 personnes, nuance : « Pour ces ouvriers, c'est la première fois qu'ils produisent pour l'industrie. Donc oui, le coût est faible, mais leur productivité est nulle. » Le gouvernement espère créer 2 millions d'emplois d'ici dix ans.

Mais ces postes requièrent en très large majorité une main-d'œuvre non qualifiée. Si travail il y a, le salaire moyen local de 800 birrs par mois (moins de 40 dollars) permet à peine de vivre dans une capitale où l'inflation est galopante. Plus tard, en ville, un employé, qui cachera son identité « de peur de perdre son travail », révélera les arrières coulisses. Il est l'un des quelques ingénieurs employés dans l'une de ces usines. « Je gagne 1 900 birrs (85 dollars, NDLR) par mois. C'est mieux que mes collègues non qualifiés, mais comment je fais pour me nourrir, me loger, acheter des vêtements ? » questionne le jeune homme, la mine apathique, qui vient de terminer cinq années d'études. Bien que lassé, il connaît la réalité de l'emploi en Éthiopie, où 150 000 diplômés sortent de l'université chaque année.

... zéro opportunité de carrière

Mais l'ingénieur a d'autres griefs. Il tient à montrer des images, prises furtivement dans l'usine avec son téléphone. « Ce sont les produits chimiques que nous utilisons pour traiter le textile. Vous voyez la date ? Ils sont périmés. » Sur l'écran de son portable, la photo laisse apercevoir une ligne : « date d'expiration : mai 2015 ». Le jeune homme n'a été embauché qu'en 2016. Il poursuit : « J'ai deux amis qui devaient charger ces produits dans un camion. Les bidons se sont renversés. L'un a été épargné, mais l'autre a les mains brûlées. Depuis, oui, on porte des gants... » souffle-t-il, exaspéré.

Depuis qu'il a signé son contrat, cet ingénieur, qui affirme avoir toujours été en bonne santé, souffre d'allergies aux yeux et à la peau. Il appuie son discours en étalant ses feuilles de soins datées, des rendez-

vous chez le médecin, des prescriptions, en répétant : « Ce n'est pas humain. » L'homme est pourtant conscient que des lois existent pour protéger les travailleurs, mais « si vous vous plaigniez, vous êtes remplacé le lendemain. Et je ne suis pas certain de retrouver un travail ensuite ». L'industrialisation de l'Éthiopie ouvre de nouvelles opportunités d'emplois. Mais les demandeurs sont toujours plus nombreux.

À long terme, développer les capacités locales

Pour le pays, c'est le moment de serrer la ceinture en attendant les jours meilleurs. Car « la future usine du monde » n'entend pas livrer sa main-d'œuvre aux compagnies étrangères ad vitam aeternam. Quand il entend « entreprises étrangères », Belachew Mekuria se crispe et coupe la parole. « La stratégie est d'abord de créer un investissement direct de masse, explique le commissaire adjoint à la Commission éthiopienne pour l'investissement responsable des parcs industriels. Mais notre but à long terme est de développer les capacités locales. Et cela ne peut se faire que si vous avez d'abord l'expérience des étrangers qui transfèrent leurs compétences et leurs technologies. » Le parc de Hawassa, au sud du pays, qui sera opérationnel avant la fin de l'année, a déjà recruté une dizaine d'entreprises éthiopiennes, contre 16 étrangères. Avec une stature plus modeste que ses consœurs asiatiques ou européennes, les sociétés locales « ont le potentiel de s'étendre », affirme Belachew Mekuria.

L'État aimerait que les exportateurs éthiopiens représentent 20 % des investisseurs implantés dans les parcs. Un chiffre déjà difficile à atteindre du fait du manque de compétences locales et d'un accès limité aux marchés internationaux. « Les industriels vont et viennent en fonction des attraits. Si, demain, c'est moins cher ailleurs, même d'un penny, ils partiront, avance-t-il incrédule. Pour assurer une industrie durable et stable, à l'avenir, les investisseurs devront être locaux. »